

[Nicolas Baverez: «Droit dans le mur de la dette» \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

Nicolas Baverez: «Droit dans le mur de la dette»

Par [Nicolas Baverez](#)

Publié hier à 07:00, mis à jour hier à 08:53



Nicolas Baverez. *Francois Bouchon*

CHRONIQUE - La remise en ordre des finances publiques passe par une profonde réforme de l'État, mais surtout par un changement radical d'état d'esprit.

La perte de contrôle par la France de ses finances publiques est un tabou dont nul n'ose parler alors qu'elle surplombe désormais notre pays, mine sa souveraineté et compromet sa capacité à faire face aux défis du XXI^e siècle. Tout au long de l'interminable changement de gouvernement, qui s'est étendu de la mi-décembre à la mi-février et qui a vu Emmanuel Macron et Gabriel Attal multiplier les interventions, pas un mot n'a été dit sur le déficit et la dette publics, alors que notre pays se trouve désormais étranglé par son surendettement.

La France a enchaîné cinquante ans de déficits, puisque le dernier budget excédentaire remonte à 1974. Cette situation est sans précédent depuis l'Ancien Régime et n'a pas d'équivalent parmi les grands pays développés. La dette publique a progressé de 20 % du PIB en 1980, à 58 % en 2000, 85 % en 2010 et 112,4 % fin 2023. Elle approche 3 100 milliards d'euros fin 2023, soit 45 600 euros par Français. La France a réagi aux chocs des dernières décennies par une envolée des dépenses publiques financées par la dette, stratégie poussée à ses limites par Emmanuel Macron, qui a emprunté plus de 750 milliards d'euros depuis 2017.

L'impact de la dette publique sur l'économie ne dépend pas de son niveau absolu, mais de sa soutenabilité - les États-Unis restant une exception du fait du monopole du dollar comme monnaie mondiale depuis 1945. Contrairement à l'Italie, la France a bénéficié d'une longue impunité liée au cycle de diminution des taux d'intérêt, à la tolérance des Français à l'impôt et à la garantie financière implicite de l'Allemagne à travers l'euro. Cette bénédiction est terminée.

L'objectif de ramener le déficit public en dessous de 3 % du PIB et la dette à 108 % du PIB en 2027 relève de la fiction

Nicolas Baverez

La dette publique de la France est aujourd'hui insoutenable. Insoutenabilité financière, parce que le déficit est structurel à hauteur de 4,5 % du PIB, que les prélèvements obligatoires culminent à 48 % du PIB contre 41,9 % dans la zone euro et 42,1 % en Allemagne, que la charge de la dette publique atteindra 84 milliards d'euros en 2027 (contre 40 en 2021) et que la croissance nominale passe sous les taux d'intérêt en 2024. Insoutenabilité monétaire, parce que la France fragilise la zone euro et que l'Allemagne ne veut ni ne peut réassurer la dette française alors que son modèle mercantiliste a imposé. Insoutenabilité économique, du fait de l'effondrement de la démographie (1,67 enfant par femme), d'une croissance limitée à 0,4 % par an et d'une baisse de la

productivité de 5 % depuis 1989, de l'installation dans le chômage de masse (8 % des actifs fin 2024), du carcan du double déficit public (5 % du PIB) et commercial (100 milliards d'euros). Insoutenabilité opérationnelle, puisque la dette n'a pas financé des investissements, mais, d'un côté, des dépenses de fonctionnement qui n'empêchent pas la débâcle des services publics de l'éducation, de la santé, des transports, de la police ou de la justice, et, de l'autre, des transferts sociaux (34 % du PIB) qui accompagnent, voire favorisent, la désintégration et l'ensauvagement de la société. Insoutenabilité politique et sociale, puisque l'emballage des dépenses et des dettes accélère le déclassement de la France, accroît la paupérisation des Français et alimente le populisme.

Notre pays est programmé pour se fracasser sur le mur de la dette. L'objectif de ramener le déficit public en dessous de 3 % du PIB et la dette à 108 % du PIB en 2027 relève de la fiction. Le déficit de l'État a atteint 173,3 milliards d'euros en 2023, tout près du record de 179,9 milliards de 2020. Les dépenses publiques représentent 58,2 % du PIB et ne cessent d'enfler avec la multiplication sans fin des chèques et des subventions - énergie, bonus voiture électrique, vélos, MaPrimRénov', ravaudage, prime d'activité, gratuité des sites culturels pendant les Jeux olympiques... Les recettes fiscales, qui ont affiché une moins-value de 7,8 milliards en 2023, ralentissent avec la panne de l'activité (croissance de 0,6 % en 2024 et non de 1,4 % selon les prévisions de la loi de finances) et la crise aiguë de l'immobilier, de la construction ou du commerce. Le gigantesque besoin de financement de 290 milliards d'euros en 2024 ne pourra être couvert qu'au prix de la montée des taux d'intérêt et de la prime de risque, alors que la pression des marchés se renforce. La France est en passe d'être rattrapée par la réalité. Contrairement à la démagogie dans laquelle la classe politique a entretenu les Français et qui a culminé avec le slogan suicidaire « quoi qu'il en coûte », le surendettement public débouche toujours sur une crise financière majeure. Et celle-ci n'a que deux issues : le défaut qui fait basculer la population dans l'anomie met en très grand risque la démocratie et place le pays dans la main des marchés et du FMI, comme le montre l'Argentine ; ou bien une restructuration drastique au prix d'un effondrement du PIB et du niveau de vie de la population, ainsi que l'a expérimentée la Grèce.

Présider et gouverner, ce n'est pas distribuer sans fin l'argent public, censé être gratuit et illimité, c'est faire des choix et des économies

Nicolas Baverez

La soutenabilité de la dette ne peut pas être recherchée par une hausse des impôts, que la démagogie ne manquera pas de préconiser alors qu'elle aura pour seul effet de réduire encore la production et la croissance tout en paupérisant les Français. La révolte des agriculteurs contre les taxes et les normes venant après la jacquerie des « gilets jaunes » contre la taxe carbone rappelle qu'il n'existe aucune marge pour augmenter la fiscalité dans notre pays, qui cumule toutes les formes de prélèvements avec les taux les plus élevés du monde développé. La seule solution consiste dès lors à couper dans les dépenses improductives et à céder des actifs publics pour financer la réindustrialisation, la transition écologique, la révolution de l'IA et le réarmement. Après avoir sacrifié l'État régalien et sa souveraineté à l'extension indéfinie des transferts sociaux, la France entre dans une zone de turbulences financières avec un président de la République enfermé dans le déni, sans projet ni majorité. La remise en ordre des finances publiques passe par une profonde réforme de l'État, mais surtout par un changement radical d'état d'esprit. Présider et gouverner, ce n'est pas distribuer sans fin l'argent public, censé être gratuit et illimité, c'est faire des choix et des économies. La France, si elle ne veut pas perdre la maîtrise de son destin, doit se soumettre d'urgence à une cure de désintoxication pour soigner son addiction à la dépense et à la dette publiques. Mais, comme le rappelait Albert Einstein, « *il ne faut pas compter sur ceux qui ont créé les problèmes pour les résoudre* ».